Un proviseur du 91: «Un collègue a pris un tir de mortier presque à bout portant dans la poitrine. Il n'est pas mort parce qu'il s'était acheté un gilet pare-balles. Qu'est-ce qu'on attend pour agir, qu'il y ait des morts ?»

10/11/2026 à 18h10



> *Un proviseur du 91: «Un collègue a pris un tir de mortier presque à bout portant dans la poitrine. Il n'est pas mort parce qu'il s'était acheté un gilet pare-balles. Qu'est-ce qu'on attend pour agir, qu'il y ait des morts ?» pic.twitter.com/07TLko8ekz*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) November 10, 2026*

[…]

Selon le proviseur de l'Essonne, les violences, qui visent ouvertement les "établissements, les personnels et les élèves", ont pris une tournure dramatique depuis plusieurs jours. Certains personnels des établissements, conscients du danger, vont même jusqu'à investir pour se protéger.

"L'un de mes collègues à l'académie de Versailles a failli mourir vendredi après avoir pris à bout presque portant un tir de mortier dans la poitrine. Il n'est pas mort parce qu'il s'est acheté un gilet pare-balles lui-même pendant les vacances", pointe Cyril Coupaud sur BFMTV.

Des élèves deviennent "des tireurs à gage", assure-t-il. "On leur donne 50 ou 100 euros, un mortier, le nom d'une personne à viser et ils y vont."

"On monte des traquenards, parfois on déclenche une alarme incendie pour que les élèves qui ont eu le culot d'aller en cours sortent et une fois qu'ils sont dans la cour, on les vise de l'autre côté du grillage", raconte le chef d'établissement.

La colère gronde chez Cyril Coupaud. "Qu'est-ce qu'on attend pour agir? Il faut qu'il y ait des morts?", demande-t-il sur BFMTV.

James Cherron, vice-président de la région Île-de-France en charge des lycées, estime que ce ne sont désormais "plus des manifestants avec des revendications" qui agissent dans les lycées, mais "des casseurs cagoulés, parfois casqués qui viennent dans les établissements pour saccager l'école et empêcher les cours de se tenir".

Les syndicats étudiants et lycéens ont tous déploré les violences et les dégradations au sein des établissements scolaires depuis le début du mouvement mais appellent les jeunes à continuer à se mobiliser pour leurs revendications. Avant la rentrée des vacances de la Toussaint,le gouvernement a fait plusieurs annonces pour répondre aux demandes de la

jeunesse, qui ont été jugées insuffisantes par les premiers concernés. Résultat: l'appel à la mobilisation et aux blocages s'est poursuivi en novembre.

Par ailleurs, Cyril Coupaud "doute très sérieusement des chiffres du ministère" quant au nombre d'établissements bloqués ou perturbés en France. Il dénombre "au moins 50 lycées" fermés vendredi 6 novembre dans la seule académie de Versailles, soit plus que ce que l'État revendiquait sur l'ensemble du territoire français.

BFM TV